


# CHRONIQUE SCIENTIFIQUE



## ENTRETIEN AVEC ELIKIA M'BOKOLO

*« Il faut montrer aux étudiants que l'histoire n'est pas un fast-food où l'on vient chercher une connaissance emballée qui ne prête pas à discussion et qui serait connue par tout le monde. »*

\*  
\* \* .

**Q. : Comment fait-on, et à quoi cela sert-il de produire, un manuel d'histoire africaine aujourd'hui (1) ?**

**E. M'BOKOLO :** Il n'existe pas véritablement de manuel d'histoire africaine pour l'enseignement supérieur. Il en existe en anglais dont certains sont très bons mais en langue française, l'Histoire générale de l'Unesco par exemple, n'a rien d'un manuel. Par ailleurs, je crois que dans les circonstances de ce qu'il est convenu d'appeler la démocratisation, on a besoin d'un autre regard sur l'histoire. Ça ne veut pas dire qu'il s'agisse d'une histoire uniquement politique même si, pour beaucoup, il s'agit de cela. En effet, jusqu'au début des années 1980, on a proposé, d'une manière pas toujours très consciente, une histoire qui répondait au besoin intellectuel et idéologique de la lutte pour l'indépendance nationale et même de ce qu'on appelait la construction nationale. Pourtant, cette histoire ne se donne pas pour telle. Il fallait donc faire autre chose qui permette de donner une vue plus synthétique, plus globale, mieux intégrée peut-être, plus distancée de ce passé. Il fallait permettre des discussions qui réévaluent tout le passé de l'Afrique.

(1) Elikia M'Bokolo, historien, directeur d'études à l'EHESS, dirige un manuel d'histoire de l'Afrique en deux volumes, aux éditions Hatier-Aupelf. Le second volume, à paraître avant la fin de cette année, porte sur

la période moderne et contemporaine depuis 1800. Un grand nombre d'historiens, d'archéologues et d'anthropologues sont mobilisés pour ce projet.

**Q. : *La diversité des publics étudiants africains francophones ne pose-t-elle pas un problème quant à l'homogénéité de l'écriture et du mode d'approche d'une telle histoire ?***

**E. M'BOKOLO :** C'est certainement la grande question. Il existe toutefois un point commun, c'est le fait que l'enseignement de l'histoire corresponde à l'histoire du pays ou de la région où l'on se trouve. Ainsi, un étudiant sénégalais et un étudiant ivoirien partagent-ils probablement une assez bonne connaissance de l'Afrique de l'Ouest. Mais dès que l'on quitte l'histoire de la période coloniale française, les connaissances deviennent extrêmement vagues et floues. Je l'ai moi-même expérimenté à maintes reprises, lors de mes voyages.

Ainsi, on a pu montrer que les étudiants du Zaïre connaissaient bien l'histoire du Zaïre, de la Belgique, peut-être de l'Angola mais pas du tout celle des États voisins, encore moins l'histoire de l'Afrique orientale ou de Madagascar. On a essayé de combiner à la fois une approche chronologique par grandes périodes et une approche par thème. Mais à l'intérieur des grands moments significatifs, on a choisi des thèmes qui m'apparaissent comme étant aujourd'hui les thèmes sur lesquels on a le plus travaillé, sur lesquels une synthèse est possible ; ou, au contraire, on a choisi des thèmes sur lesquels on a peu travaillé, où le débat historiographique est pertinent. Ensuite, au sein de ces séquences et de ces thèmes, chaque auteur peut introduire une variété aussi grande que possible d'exemples qui viennent illustrer les problèmes. Il s'agit donc plus d'une histoire-problème que d'une histoire-récit. Et, dès lors qu'il s'agit d'une histoire-problème, l'approche régionale n'est pas l'angle d'attaque pertinent. On renvoie à la bibliographie pour des comparaisons et des croisements avec d'autres cas.

**Q. : *Est-ce que cette perception, cette vision de l'histoire, a recueilli l'assentiment et l'accord des auteurs ? Y a-t-il encore des partisans, aux plans idéologique ou moral, d'une histoire nationaliste, y compris pour les périodes précoloniales ?***

**E. M'BOKOLO :** Il y a effectivement un problème chez les historiens de l'Afrique ou les historiens africains, c'est qu'on n'aime pas beaucoup le débat, qu'on évite le débat, qu'on fait comme s'il y avait un consensus sur les techniques du métier, sur les méthodes et surtout sur les objets pertinents, sur les angles d'approche, etc. J'ai voulu éviter la présentation par juxtaposition de régions, qui est la plus courante. C'est ce qu'a fait H. Deschamps dans son Histoire générale ; c'est le cas des volumes de l'Unesco comme de la Cambridge. Les auteurs ont été consultés et m'ont donné leur accord en disant qu'on n'avait plus besoin d'histoire nationale ou régionale mais qu'il fallait une seconde vision, celle de la génération qui n'a pas participé aux luttes nationales. Cette vue d'ensemble fondée sur une approche par problème paraissait intéressante. Mais il y a eu toutefois des difficultés dont certaines sont peut-être dues à un refus des débats et à une adhésion, en fin de compte, plus timide à mon projet. Certains auteurs m'ont dit que la formation des historiens est telle

aujourd'hui en Afrique que beaucoup de professeurs ne maîtrisent que l'histoire de leur espace national ou régional et qu'ils se voient mal extrapoler au continent tout entier une problématique qu'ils ne maîtrisent bien que sur leur propre terrain. Car il s'agit de savoir comment se font les États, d'explicitier les processus sociaux à l'œuvre, d'aborder les thèmes de la guerre, de la maîtrise de l'espace. Pourquoi, par ailleurs, ne pas comparer Ousman dan Fodio et Chaka par exemple ? Les plus panafricains ou les moins nationalistes des auteurs se sont révélés comme les plus aptes à rédiger des synthèses. Alors que les historiens les plus enracinés dans leur historiographie nationale ont eu du mal à sortir de l'espace de la région, voire de l'ethnie qu'ils connaissent.

**Q. : Étant donné les très difficiles conditions d'étude dans les universités africaines, comment pourra-t-on poursuivre les réflexions ouvertes par ce manuel qui est destiné au 1<sup>er</sup> cycle ?**

**E. M'BOKOLO :** Notons tout d'abord que le public visé est large et qu'une partie se trouve à l'extérieur de l'Afrique, avec un accès plus aisé à la documentation. En ce qui concerne les autres étudiants, il faut leur faire sentir que l'approche bibliographique est une approche critique et relativement précise. Il faut montrer aux étudiants que l'histoire n'est pas un *fast-food* où l'on vient chercher une connaissance emballée qui ne prête pas à discussion et qui serait reconnue par tout le monde. Les événements, les réalités à propos desquelles il existe un accord (la Conférence de Berlin, l'exportation d'huile de palme du Dahomey) ne relèvent pas de l'histoire pour moi. C'est après que cela se passe.

Pour commencer, comment établit-on un fait, que signifie-t-il, quelles sont les forces sous-jacentes ? Quelles sont les interprétations possibles ? Ce que je constate avant tout, c'est que les étudiants se rendent compte que la simple mémorisation des faits, la simple connaissance des dates sur lesquelles on les interroge le plus souvent, c'est-à-dire que l'histoire-récit n'est que le premier pas de la carrière de l'historien. Après, il faut recourir aux textes fondamentaux et lire les débats significatifs. Dans les parties proprement historiques, j'ai parfois donné des extraits comme dans le cas des débats concernant les Jihad de l'Afrique occidentale. Quelle serait la part du religieux, du social, de l'économique dans un mouvement de ce genre ? Ces débats sont bien réels et fondamentaux.

**Q. : Comment se pose la question du public non-africain par rapport à un manuel de ce genre ?**

**E. M'BOKOLO :** Le livre paraîtra sans doute d'un niveau de technicité et de précision très grande pour un étudiant français parce que le manuel repose sur l'idée qu'il y a un minimum de connaissances à posséder. On a fait un effort pour dire : vous connaissez cela ; voilà ce qu'il faut savoir en plus et voilà les questions qu'il faut se poser. Il est proba-

ble qu'un étudiant débutant soit quelque peu surpris par l'abondance et la masse des problèmes. J'ai déjà présenté le contenu du manuel à des publics d'enseignants et certains d'entre eux ont eu des réactions bizarres, disant : « *J'ignorais que l'histoire de l'Afrique en était au point où l'on n'en est plus seulement à établir des dates mais qu'on en est à poser de grands débats à caractère historiographique.* » Il n'y a donc plus de traitement spécifique de l'histoire africaine. Mais d'autres, une minorité il faut le reconnaître, ont réagi en constatant que c'est trop compliquer les choses. Les étudiants auraient besoin de l'équivalent de ce qui avait été fait il y a une trentaine d'années dans l'ancien programme de terminale « *Histoires et civilisations des grandes aires culturelles* ». Chez Hatier, par exemple, J. Ki-Zerbo avait rédigé une présentation synthétique des civilisations africaines, fondée sur l'argument « *l'Afrique aussi a une histoire* ». Pour moi, cette problématique est aujourd'hui vieillotte, dépassée et sans intérêt. Il faut traiter cette histoire comme toutes les autres.

**Q. : *Quelle place reçoit l'archéologie dans cette histoire renouvelée ?***

**E. M'BOKOLO :** Je crois qu'il s'agit d'une discipline tout à fait essentielle. Elle est d'autant plus essentielle que, faute de connaissances réelles (et de travaux sur les matériaux, les objets), l'histoire très ancienne de l'Afrique a été investie par un discours idéologique très fort, parfois conforté de technicité, dont je ne discute pas par ailleurs la légitimité.

Souvenons-nous de R. Mauny nous déclarant qu'il s'agissait des siè-

fier et dater les objets, les comparer, fournir une base factuelle à des débats dont on verra ensuite s'ils méritent d'être posés comme il y a trente ans.

**Q. :** *Quel est le contenu de la réflexion, du point de vue méthodologique, qui porte sur les méthodes, les techniques et ce qu'on pourrait appeler le métier, la déontologie, la morale de l'historien ?*

**E. M'BOKOLO :** Je n'ai pas voulu faire de chapitre méthodologique et on a déjà beaucoup écrit sur la méthode en soi, une façon de faire que je ne partage pas de toutes les façons. Dans chacun des chapitres, on a intégré par un jeu, que le travail éditorial montrera peut-être, le travail purement technique de l'établissement des faits. Il y a des chronologies, des documents et dans le texte contigu, on introduit les débats de façon plus ciblée. Ainsi en est-il pour l'Etat ou la guerre. Il y a même une évocation des discussions sur les problèmes de « classe » dans l'Afrique précoloniale (du moins au XIX<sup>e</sup> siècle) : voir les révoltes d'esclaves ou la résistance à la colonisation. Les textes fondamentaux, une fois rappelés, situés dans leur contexte, parfois critiqués, sont alors mis en perspective avec d'autres textes. Il faut avoir un petit bagage avec soi mais l'historien ne se réduit pas à ce seul travail.

**Q. :** *Le titre de ce numéro de Politique africaine est « L'histoire face au politique ». Comme je l'ai expliqué dans la présentation, on peut se demander si l'histoire sociale et culturelle des vingt dernières années n'a pas occulté de fait le contenu politique de cette même histoire. Comment peut se situer ce manuel, et donc ses auteurs, par rapport à cette question de la présence ou de l'absence d'une histoire du politique ?*

**E. M'BOKOLO :** Ce qu'on a essayé de faire, c'est de montrer qu'il y a quand même une sorte de permanence du fait politique en Afrique, de montrer aussi qu'à toutes les époques, les processus politiques renvoient à des séries d'antagonismes et de jeux très complexes. L'une des difficultés provient de ce que pour les périodes anciennes, les traditions historiographiques ont érigé en acteur surtout des individus. Il a donc fallu réintégrer les acquis concernant les forces sociales et atténuer le rôle des individus. En revanche, ce qui m'a toujours inquiété c'est qu'au cours de la période récente, on a surtout vu des masses, des peuples. Du coup les acteurs des luttes pour l'indépendance passent au second plan. Il faut ainsi restaurer un peu les individus pour arriver chaque fois à cet équilibre extrêmement difficile entre groupe social, force politique et leader.